



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

UN LIBRARY

OCT 17 1983

A/38/501
S/16040
13 octobre 1983
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

UN/SA COLLECTION

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-huitième session
Point 41 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SECURITE
Trente-huitième année

Lettre datée du 11 octobre 1983, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre datée du
10 octobre 1983, qui vous est adressée par M. Nail Atalay, représentant de l'Etat
fédéré turc de Kibris.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de
cette lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 41, et du
Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la Turquie
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) A. Coskun KIRCA

ANNEXE

Lettre datée du 10 octobre 1983, adressée au Secrétaire général par
M. Nail Atalay

Me référant à la lettre du 26 septembre 1983 que vous a adressée le représentant de l'administration chypriote grecque (A/38/452-S/16010), j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, d'appeler votre attention sur la guerre d'usure que les Chypriotes grecs continuent de mener de façon insultante contre le peuple turc de Chypre et ses institutions légitimes, légales et démocratiques.

Je tiens tout d'abord à souligner une fois de plus que M. Moushoutas n'est pas le représentant légitime de la "République de Chypre". Il s'arroge ce titre usurpé pour induire en erreur la communauté internationale. M. Moushoutas ne peut être que le représentant de l'administration chypriote grecque, étant donné que la légitimité de tout organe de la République de Chypre dépend de l'existence d'une administration bicommunale des Chypriotes turcs et grecs. Or, une telle administration bicommunale a cessé d'exister en 1963, lorsque la composante chypriote turque a été évincée du gouvernement par la force et que la Constitution a été abolie par la communauté chypriote grecque.

Il est surprenant que ce soient justement ceux qui ont toujours eu coutume de recevoir leurs invités au son de l'hymne national grec - dernièrement Mme Indira Gandhi, premier ministre de l'Inde, a reçu un accueil de ce type lorsqu'elle s'est rendue au sud de Chypre le 20 septembre 1983 - qui aient maintenant l'audace de se plaindre du fait que les Chypriotes turcs soient déterminés à ne pas se laisser imposer cet hymne. Nous ne pouvons accepter, et n'accepterons jamais le drapeau grec en tant que drapeau de Chypre. Le peuple chypriote turc lutte depuis vingt ans pour empêcher qu'il en soit ainsi et continuera de le faire avec la même énergie inébranlable.

En qualifiant de "sécessionnistes" les initiatives prises dans ce domaine par les représentants légitimes du peuple chypriote turc, non seulement on s'emploie à provoquer une tempête dans un verre d'eau, mais encore on feint d'ignorer que ces initiatives sont des réactions nécessaires à l'attitude des Grecs et des Chypriotes grecs, qui considèrent Chypre comme une île grecque et attaquent de façon continue le peuple chypriote turc en vue d'en faire un peuple apatride dans sa propre patrie.

Le peuple chypriote turc sait fort bien ce que recouvre l'expression "unité du peuple", lorsqu'elle est employée par les dirigeants chypriotes grecs. C'est en fait le prétexte dont ceux-ci se servent pour camoufler leurs actions et leurs desseins visant la destruction et l'élimination de la composante chypriote turque de la République et, en fin de compte, la néo-colonisation de l'île par la Grèce.

Pour nous, l'unité de l'Etat signifie le rétablissement de la collaboration des deux communautés nationales sur la base d'une république fédérale bicommunale et bizonale, comme convenu dans les accords de haut niveau de 1977 et 1979.

Quant à l'accusation ridicule et montée de toutes pièces selon laquelle la Turquie aurait pour dessein d'annexer finalement l'île, point n'est besoin de

chercher loin pour la réfuter. Qu'il me suffise de suggérer à M. Moushoutas de se rafraîchir la mémoire en se reportant au discours prononcé par l'archevêque Makarios devant le Conseil de sécurité le 19 juillet 1974 (S/PV.1780) et à la page 132 de l'ouvrage intitulé Democracy at Gunpoint (The Greek Front), de M. Andreas Papandreou, premier ministre de la Grèce.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 41 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant de l'Etat fédéré turc
de Kibris,

(Signé) Nail ATALAY
